

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
- CCAP -**

---

**MARCHÉ N°2025-012**

**Objet :  
Maintenance du SIGB KOHA & prestations associées  
à l'Université Jean Monnet**

---

**Dans l'ensemble des communications entre titulaire et acheteur et dans les pièces contractuelles et du marché, les durées exprimées en heures ou en jours, faute de précision contraire, sont à comptabiliser en heures réelles ou en jours calendaires.**

*Affaire suivie par :*

*Mme MAURICE*

*Mme MIRALLES ☎ 04 77 42 18 22*

*Mme ROUSSEL ☎ 04 69 66 11 42*

*[marches-publics@univ-st-etienne.fr](mailto:marches-publics@univ-st-etienne.fr)*

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>ENGAGEMENT</b> .....	<b>4</b>
	1.1 Documents contractuels .....	4
	1.2 Personne publique .....	4
<b>2</b>	<b>CARACTERISTIQUES DU MARCHE</b> .....	<b>5</b>
	2.1 Objet du marché .....	5
	2.2 Montant .....	5
	2.3 Allotissement .....	5
	2.4 Reconduction.....	5
	2.5 Type de marché.....	5
	2.6 Durée du marché .....	5
<b>3</b>	<b>Dispositions Générales</b> .....	<b>5</b>
	3.1.1 Sous-traitance .....	5
	3.2 Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail .....	6
	3.3 Forme des notifications et communications .....	6
	3.4 Clauses de réexamen .....	6
	3.4.1 Modifications tenant au prix .....	6
	3.4.4 Modifications tenant au titulaire du marché .....	7
	3.4.5 Adaptation et prolongation .....	7
	3.4.6 Modifications en cas de circonstances imprévisibles .....	7
<b>4</b>	<b>Informations techniques</b> .....	<b>8</b>
	4.1.1 Spécifications techniques .....	8
	4.1.2 Normes, écolabels.....	8
	4.1.3 Mise à jour et nouvelles versions de logiciels .....	8
	4.1.4 Documentation technique .....	8
<b>5</b>	<b>MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION</b> .....	<b>8</b>
	5.2 Passation – Exécution des prestations .....	8
<b>6</b>	<b>OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION</b> .....	<b>8</b>
<b>7</b>	<b>UTILISATION DES RESULTATS</b> .....	<b>9</b>
<b>9</b>	<b>GARANTIE – INTERVENTIONS</b> .....	<b>9</b>
	9.1 Garantie - Maintenance .....	9
	9.3 Modalités d’intervention - Maintenance .....	10
	9.4 Garantie contre les vices cachés .....	10
	9.5 Garantie par rapport aux tiers.....	10
<b>10</b>	<b>RGPD</b> .....	<b>10</b>
	10.1 Conformité au Règlement Général sur la Protection des Données .....	10
	10.2 Délégué à la Protection des Données (DPD) / Data Privacy Officer (DPO) .....	10
	10.3 Mesures de sécurité .....	10
	10.4 Description des traitements de données à caractère personnel pilotés par le prestataire en son nom ou en sous-traitance.....	11
	10.5 Registre des catégories d'activité de traitement.....	11
	10.6 Sort des données.....	11
	10.7 Documentation .....	11
<b>11</b>	<b>ASSURANCES</b> .....	<b>11</b>
<b>12</b>	<b>PENALITES</b> .....	<b>11</b>
	12.1 Pénalités pour dépassement du délai contractuel d'exécution.....	12
	12.2 Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance .....	12
	12.5 Travail dissimulé.....	12
	12.6 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialités .....	12
<b>13</b>	<b>RELATIONS AVEC L'UNIVERSITE</b> .....	<b>12</b>
<b>14</b>	<b>OBLIGATION DE DISCRÉTION - SECRET PROFESSIONNEL</b> .....	<b>12</b>
<b>17</b>	<b>PRIX ET REVISION DES PRIX</b> .....	<b>13</b>
	17.1 Prix.....	13

	17.3	Variation des prix .....	13
	17.5	Clause de sauvegarde .....	14
18		<b>AVANCE FORFAITAIRE</b> .....	14
19		<b>RETENUE DE GARANTIE</b> .....	14
22		<b>PAIEMENT - ÉTABLISSEMENT DES FACTURES</b> .....	15
	22.1	Présentation des factures .....	15
	22.2	Païement .....	15
	22.3	Délai de paiement.....	16
	22.4	Cession ou nantissement de créance .....	16
23		<b>UNITE MONETAIRE</b> .....	16
24		<b>RESILIATION</b> .....	16
25		<b>DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS DE MARCHE</b> .....	17
26		<b>DEROGATIONS</b> .....	19

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**L'UNIVERSITE JEAN MONNET  
10, rue Tréfilerie  
CS 82301  
42023 Saint-Etienne cedex 02**

Représentée par **Monsieur le Président de l'Université,**

Ci-après, désignée « l'Université », ou « l'acheteur »,

d'une part,

et,

**La Société,**

**Représentée par,**

Ci-après, désignée « le titulaire »,

D'autre part,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

# **1 ENGAGEMENT**

## **1.1 Documents contractuels**

Le titulaire s'engage envers l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne à exécuter les prestations ci-après décrites aux conditions stipulées par le présent marché. Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations telles que décrites dans le marché et auxquelles il s'est engagé dans son offre.

L'article 4.1 du CCAG/TIC n'est pas applicable. Le présent marché est régi par les documents ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires prévalent dans l'ordre suivant :

- L'Acte d'Engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), et ses éventuelles annexes,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), et ses éventuelles annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G. – T.I.C.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le Mémoire Justificatif de l'Offre (MJO)
- Le mémoire financier
- Le devis détaillé
- L'offre technique détaillée

Seul l'exemplaire original conservé dans les archives de l'université fait foi.

Toute clause portée dans les documentations du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## **1.2 Personne publique**

Au sens du cahier des clauses administratives générales, sont désignés :

- Personne publique contractante :

***Université Jean Monnet - Etablissement Public Expérimental représenté par son Président***

- Représentant du pouvoir adjudicateur, en vertu du décret n°2024-1155 du 4 décembre 2024 portant création de l'Université Jean Monnet et approbation de ses statuts :

***Le Président de l'Université Jean Monnet***

- Personne habilitée à recevoir les documents devant être adressés à l'acheteur :

***La Personne Responsable du Service Achats & Marchés Publics***

- Comptable assignataire des paiements :

***L'Agent Comptable de l'Université***

- Représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché :

***La Directrice du Service Commun de Documentation - SCD***

## **2 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ**

### **2.1 Objet du marché**

Le présent cahier des clauses administratives particulières a pour objet de définir les conditions d'exécution de la prestation, dans le cadre du réseau BRISE ES, de "Maintenance du SIGB KOHA & prestations associées" à l'Université Jean Monnet (dénommée UJM) :

- o montée de version de l'instance de production du SIGB Koha (a minima KOHA 24.11 LTS)
- o création d'une instance de pré-production du SIGB Koha
- o maintenance de l'instance de production du SIGB Koha
- o maintenance de l'instance de pré-production du SIGB Koha

L'hébergement du SIGB Koha pourra être proposé soit à l'UJM soit chez le soumissionnaire.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

### **2.2 Montant**

Les montants sont définis à l'Acte d'Engagement.

### **2.3 Allotissement**

Lot unique.

### **2.4 Reconduction**

Nombre de reconduction(s) annuelle(s) : 3

### **2.5 Type de marché**

Il s'agit d'un marché unique.

### **2.6 Durée du marché**

Pour la prestation de montée de version de l'instance de production du SIGB Koha et la création d'une instance de préproduction du SIGB Koha :

Le marché est passé à compter de sa notification pour une exécution de la prestation dans les délais fixés par le titulaire dans sa réponse à l'appel d'offres.

Pour les prestations de maintenance :

Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de l'admission des prestations de montée de version de l'instance de production et de la création de l'instance de préproduction. Il sera reconduit tacitement par période annuelle, dans la limite de 3 reconductions sauf dénonciation par l'Université, formalisée par courrier recommandé, adressée au titulaire trois mois avant l'échéance de chaque période annuelle.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction.

Dans tous les cas, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

## **3 DISPOSITIONS GENERALES**

### ***3.1.1 Sous-traitance***

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures de résiliation pour faute. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

### **3.2 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

Le titulaire s'engage au respect des conventions de l'Organisation Internationale du Travail indiquées article 6.1 du CCAG/TIC. Il doit être en mesure de le justifier sur demande en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie de la prestation.

### **3.3 Forme des notifications et communications**

En application de l'article 3.1 du CCAG/TIC, la notification des décisions, observations ou information qui font courir un délai seront envoyées par la plateforme PLACE, à l'adresse suivante :

*[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)*

Le titulaire devra veiller à ce que l'adresse mail utilisée pour s'inscrire sur la plateforme pour remettre son offre, soit accessible et consultée régulièrement. Le titulaire ne pourra s'en prévaloir pour justifier un retard d'exécution.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme, les échanges via un support électronique sont tolérés.

Il est déterminé qu'un accusé de réception (AR) doit être fourni pour chaque communication dématérialisée. Le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu pour responsable d'un changement d'interlocuteur non signalé par le titulaire. Celle-ci peut avoir lieu par l'intermédiaire de la plateforme de référence de l'université ou par biais de mail.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

### **3.4 Clauses de réexamen**

En application des articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, et en complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances prévues aux articles ci-dessous.

Les modifications listées feront, si nécessaire, l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée : avenant, décision de poursuivre, ordre de service, marché complémentaire...

#### **3.4.1 Modifications tenant au prix**

Les prix du marché pourront être modifiés selon les cas et dans les modalités énoncées ci-dessous.

En raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, la clause de variation des prix pourra être modifiée, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur dans l'économie du marché.

Le prix pourra être révisé en dehors des circonstances prévues par la clause de révision, selon les mêmes modalités de calcul, dès lors que de nouvelles obligations induites par un changement de norme nationale ou européenne, qui étaient difficilement prévisibles au moment de la réponse à la consultation, et extérieures aux parties et viennent peser sur le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

La rémunération pourra être révisée dans les mêmes conditions, dès lors que le contexte économique, résultant notamment d'une pandémie ou d'une guerre, engendre des surcoûts pour le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. A ce titre, sous couvert de justificatifs économiques et comptables, la révision pourra aller au-delà du plafond de 3% prévu à la clause de sauvegarde.

#### **3.4.4 Modifications tenant au titulaire du marché**

Le présent marché pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence gardé par l'Université Jean Monnet au-delà de 5 jours ouvrés à compter de cette réception, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances suivantes :

- Changement de dénomination sociale de l'entreprise
- Changement de coordonnées bancaires
- Changement d'adresse

Dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire, le contrat pourra être cédé au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

L'université Jean Monnet pourra qualifier un mandataire pour la reprise de l'exécution du marché.

En cas de désistement au cours de l'exécution, d'un ou plusieurs membres du groupement, ce ou ces derniers pourront être substitués par un ou plusieurs opérateurs économiques, sans qu'il soit besoin de faire une mise en concurrence, quel que soit le montant de la modification, à condition que le ou les titulaires de substitution remplissent les critères de sélection initiaux.

#### **3.4.5 Adaptation et prolongation**

Le marché pourra être faire l'objet d'adaptations rendues nécessaires par des difficultés techniques apparues pendant l'utilisation ou l'entretien.

Le marché pourra être prolongé dans les cas restreints d'un aléa imprévisible au moment du lancement de la procédure de type : aléa dans la procédure de relance du marché suivant, adhésion à un groupement d'achat à des dates différentes de l'échéance initiale.

#### **3.4.6 Modifications en cas de circonstances imprévisibles**

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est impactée par une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion du contrat, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer à l'Université Jean Monnet :

- Une prestation de substitution qui permettra d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût ;
- Une modification des délais contractuels ;
- Une modification des prix initiaux limitée à 50% du montant initial du marché ;
- Une modification de la fréquence de la clause de variation en cas de survenance des événements susmentionnés qui pourraient, en cours d'exécution, venir altérer l'équilibre financier ;
- La suspension temporaire de la clause de sauvegarde ou de la clause butoir.

Cette demande sera accompagnée de justificatifs permettant d'en apprécier le bien-fondé. Après accord écrit de l'Université Jean Monnet, la prise en compte de ces modifications sera notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Ces modifications pourront prendre la forme d'une décision unilatérale ou d'un avenant. La date d'entrée en vigueur ainsi que la durée d'application seront déterminées dans l'acte



juridique. Les modifications s'appliqueront aux commandes qui seront effectuées à compter de cette date.

A la fin de la période d'application prévue, l'Université Jean Monnet et le titulaire examineront de bonne foi si la circonstance imprévisible modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché est toujours actuelle. Toute prolongation ou nouvelle modification devra faire l'objet d'un avenant ou d'une décision unilatérale. La reconduction ne pourra en aucun cas être tacite

## **4 INFORMATIONS TECHNIQUES**

### **4.1.1 *Spécifications techniques***

Les spécifications techniques minimales des prestations objets du présent marché sont indiquées dans le C.C.T.P.

### **4.1.2 *Normes, écolabels***

Le titulaire veille au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur. Il doit être en mesure de le justifier sur simple demande en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie de la prestation.

### **4.1.3 *Mise à jour et nouvelles versions de logiciels***

Les prestations comprenant la livraison de logiciels, qu'ils soient standards ou spécifiques, les livraisons des mises à jour et/ou de nouvelles versions devront être faites pendant la durée du marché. Leur(s) prix est (sont) inclus dans le prix du marché.

### **4.1.4 *Documentation technique***

Sans objet

## **5 MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION**

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations telles que décrites dans le marché.

Les articles 3.7 et 3.8 du CCAG/TIC ne sont pas applicables au présent marché.

### **5.2 *Passation – Exécution des prestations***

Le délai d'installation de la montée de version de l'instance de production Koha et création de l'instance de préproduction Koha démarre à compter de la notification du marché dans les délais fixés par le candidat dans sa réponse à l'appel d'offres.

Pour la maintenance :

La prestation de maintenance démarrera à la date de notification du présent marché.

Le point de départ des délais d'intervention est la date de signalement de l'incident.

Lieu de la prestation :

UNIVERSITE JEAN MONNET – SCD  
1 rue Tréfilerie – 42023 SAINT-ETIENNE CEDEX 2

## **6 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION**

Pour la montée de version de l'instance de production et la création de l'instance de préproduction :

La mise en Ordre de Marche (MOM) aura pour objet de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions attendues.

A l'issue de la Mise en Ordre de Marche, la phase de Vérification de Service Régulier (VSR) intervient. Elle a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation. La régularité du service s'observe dans un délai de : UN MOIS.

A l'issue de la vérification de service régulier, le pouvoir adjudicateur a un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification, cette notification prendra la forme d'un Procès-Verbal d'Admission reprenant les éléments de la MOM et de la VSR.

☐ Si le résultat de la vérification est positif, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception des prestations. La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée s'ils permettent leur utilisation dans des conditions jugées acceptables par le pouvoir adjudicateur.

☐ Si le résultat de vérification est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite notifiée au titulaire soit d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire d'un mois, de réception avec réfaction, ou de rejet.

☐ Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours, la vérification de service régulier est considérée comme positive et la réception acceptée.

#### Pour les prestations de maintenance :

Les 2 vérifications, quantitative d'une part, qualitative d'autre part, sont effectuées sur le lieu de la livraison par le représentant de l'Université Jean Monnet afin de constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Par dérogation articles 30 et 34 du CCAG/TIC, il est convenu de ce qu'il suit :

- les opérations de *vérification quantitative* ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou la prestation effectuée et la quantité indiquée sur le bon de commande ou le marché.

- les opérations de *vérification qualitative* ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou des services exécutés avec les spécifications du marché. Elles couvrent entre autres, la conformité du matériel livré à la description effectuée dans le descriptif.

Le représentant du pouvoir adjudicateur du marché effectue, au moment de la livraison de la fourniture, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Les délais de vérification ne tiennent pas compte des fermetures administratives de l'établissement.

- Fermeture hivernale : du 20/12/2025 au 04/01/2026

- Fermeture estivale : du 25/07/2025 au 19/08/2024

## **7 UTILISATION DES RESULTATS**

Sans objet

## **9 GARANTIE – INTERVENTIONS**

### **9.1 Garantie - Maintenance**

La période de garantie démarre après l'admission des prestations de création de l'instance de préproduction et de montée de version de l'instance de production. Le Prestataire s'engage à garantir l'ensemble des prestations et fournitures réalisées dans le cadre du CCTP, pendant une durée d'un an (12 mois).

Pendant la période de garantie, le titulaire s'engage à prendre en charge, selon des conditions qu'il précisera dans son mémoire technique, la correction des anomalies constatées par

l'Université au niveau des logiciels fournis et des développements réalisés dans le cadre du projet.

### **9.3 Modalités d'intervention - Maintenance**

Le titulaire doit répondre à toute demande de l'Université afin de remédier à tout dysfonctionnement du matériel pendant la durée du marché.

Les interventions sur site s'effectuent à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée "période d'intervention" :

**De 8 h 00 à 18 h 00** du lundi au vendredi, jours fériés exclus

Pendant leur présence dans les locaux, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité du pouvoir adjudicateur.

Le contenu et les modalités de la maintenance préventive et corrective sont spécifiés dans le CCTP.

### **9.4 Garantie contre les vices cachés**

Cette garantie sera mise en œuvre conformément aux articles 1641 et suivants du code civil.

### **9.5 Garantie par rapport aux tiers**

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives aux prestations en ce qui concerne la propriété industrielle de celle-ci, les procédés, les méthodes et les moyens de fabrication.

Si la personne publique est victime d'un trouble dans la jouissance des fournitures livrées, le titulaire doit prendre immédiatement des mesures propres à le faire cesser.

## **10 RGPD**

### **10.1 Conformité au Règlement Général sur la Protection des Données**

En application de l'article 5.2.3 du CCAG TIC, l'Université précise les mesures à suivre pour la protection des données à caractère personnel.

Le titulaire est un sous-traitant au sens du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 (dit "règlement général sur la protection des données" - RGPD) lorsqu'il traite dans le cadre du marché, des données à caractère personnel pour le compte de la personne publique. Le règlement précise que la protection des données personnelles nécessite de prendre des "mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque" (article 32). Il renforce les droits des résidents européens sur leurs données et responsabilise l'ensemble des acteurs traitant ces données (responsables de traitement et sous-traitants) qu'ils soient ou non établis au sein de l'union européenne.

Le règlement impose des obligations spécifiques aux sous-traitants dont la responsabilité est susceptible d'être engagée en cas de manquement.

### **10.2 Délégué à la Protection des Données (DPD) / Data Privacy Officer (DPO)**

Le prestataire communiquera dans sa réponse le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPD), s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

### **10.3 Mesures de sécurité**

Le prestataire détaillera les mesures de sécurité qu'il entend mettre en œuvre conformément à l'article 40.

Le prestataire devra décrire les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser, et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **10.4 Description des traitements de données à caractère personnel pilotés par le prestataire en son nom ou en sous-traitance**

Le prestataire devra décrire tout traitement de données à caractère personnel effectué dans le cadre du maintien de service de la solution proposée en détaillant les points suivants :

- nature des opérations réalisées sur les données ;
- la ou les finalités du traitement ;
- les catégories des données à caractère personnel traitées ;
- les catégories de personnes concernées.

#### **10.5 Registre des catégories d'activité de traitement**

Le prestataire déclarera s'il tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement et il devra fournir la liste des éléments saisis dans celui-ci.

#### **10.6 Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le prestataire sous-traitant devra décrire la procédure engagée sur la destruction ou le renvoi des données à caractère personnel.

#### **10.7 Documentation**

Le prestataire sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ces obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **11 ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite de prestations ou les modalités de leur exécution. Cette assurance doit être suffisante ; elle doit être illimitée pour les dommages corporels.

**Dans un délai de 15 jours après la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, ainsi qu'après demande de l'Université,** le titulaire devra justifier qu'il est en possession de telles assurances

- Copie d'assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations.
- Attestations annuelles du paiement des primes.

Les franchises souscrites par les sociétés restent à leur charge exclusive.

### **12 PENALITES**

Les prestations qui font l'objet du présent marché pourront se voir appliquer des pénalités sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucun plafonnement des pénalités de retard

### **12.1 Pénalités pour dépassement du délai contractuel d'exécution**

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est dépassé, sans mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, dans le cas où le délai contractuel d'exécution prévu dans le calendrier définitif serait dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

### **12.2 Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance**

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-Tic, si la durée d'indisponibilité dépasse les seuils de délais de résolution fixés à l'article « Maintenance préventive, corrective et applicative » du CCTP, le titulaire est soumis à des pénalités de :

- 200 € HT par jour de retard dans le cas d'une anomalie bloquante
- 100 € HT par jour de retard dans le cas d'une anomalie non bloquante (gênante ou mineure).

La pénalité continuera de s'appliquer tant que l'indisponibilité se prolongera.

### **12.5 Travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **12.6 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialités**

En cas de violation des dispositions de l'article 10 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

## **13 RELATIONS AVEC L'UNIVERSITE**

Le titulaire s'engage auprès de l'Université Jean Monnet à mettre en place une procédure de suivi de la prestation (nom et coordonnées de la personne chargée du suivi du marché).

Si les responsables et autres intervenants nommément désignés par le titulaire ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire devra en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer les nom et titre au pouvoir adjudicateur dans un délai de 3 semaines.

## **14 OBLIGATION DE DISCRÉTION - SECRET PROFESSIONNEL**

Le titulaire est tenu de maintenir confidentielle toute communication de renseignements, documents ou objets quelconques, reçue à titre confidentiel, à l'occasion de l'exécution du

marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

De ce fait, le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est astreint à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont eu connaissance lors de l'exécution du présent marché.

## **17 PRIX ET REVISION DES PRIX**

### **17.1 Prix**

Le marché est traité à prix forfaitaire.

#### Contenu des prix :

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de la livraison.

### **17.3 Variation des prix**

#### Concernant la montée de version de l'instance de production et la création de l'instance de préproduction :

Les prix sont fermes.

#### Concernant les prestations de maintenance :

Les prix sont fermes pendant la première année, révisables ensuite conformément aux dispositions qui suivent.

Les prix indiqués dans le mémoire financier sont réputés établis aux conditions économiques du mois « M<sub>0</sub> ». Ils seront ajustés à la demande du titulaire par période annuelle par référence aux indices mensuels publiés au Bulletin mensuel de statistiques édité par l'INSEE, selon la formule :

$$P_n = P_0 (0,15 + 0,85 I_n / I_0)$$

#### Dans laquelle :

- **I<sub>0</sub>** = dernière valeur de l'indice I connue le 1er jour du mois précédent le mois de signature de l'acte d'engagement
- **I<sub>n</sub>** = dernière valeur connue de l'indice I à la date de révision contractuelle prévue ci-dessus
- **P<sub>0</sub>** : prix HT initial
- **P<sub>n</sub>** : prix HT révisé de l'année n
- **I** : indice SYNTEC, publié par l'INSEE.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire :

- L'indice de remplacement publié, ou
- Si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Les prix sont révisables annuellement, à date anniversaire du marché.

La demande de révision des prix est à la charge du titulaire. Elle pourra être effective un mois après sa demande – délais de vérification et d'instruction nécessaire par le service des achats et

des marchés publics. Ainsi, il est conseillé au titulaire d'anticiper sa demande et de l'adresser au service un mois avant la date anniversaire. En cas de demande ultérieure, la date d'effet en sera décalée. Toutefois, la révision ne sera pas rétroactive et l'indice de référence sera celui de la date anniversaire du marché.

### **17.5 Clause de sauvegarde**

Pour les prestations de maintenance :

Si l'application des dispositions qui précèdent, conduit à une variation des prix unitaires supérieure à 3 % sur une période de 12 mois, l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat.

Toutefois, pour tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, le marché sera prorogé d'un trimestre avec l'application d'une hausse limitée à 3% sur les prix unitaires pour les seuls besoins correspondants à la période considérée.

## **18 AVANCE FORFAITAIRE**

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique, lorsque le montant initial du marché, de la tranche affermie le cas échéant, ou de la période de reconduction est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance forfaitaire de 5 % du montant T.T.C. des prestations à exécuter dans les douze premiers mois est accordée au titulaire, sauf refus formel de ce dernier, hors catégories des micros, petites et moyennes entreprises.

Dans le cas où le délai d'exécution du marché, de la tranche affermie le cas échéant ou la période de reconduction serait supérieur ou égal à douze mois, l'avance forfaitaire sera de 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance est calculée sur le montant du marché diminué des montants dus aux sous-traitants. Les sous-traitants admis au paiement direct peuvent prétendre au versement d'une avance dès lors que le montant initial et total (montant dû au titulaire et montant sous-traitance compris) du marché, de la tranche affermie le cas échéant, ou de la période de reconduction est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une micro, ou une petite et moyenne entreprise au sens de l'article R2151-13 du Code de la commande publique, le pourcentage de l'avance forfaitaire est porté à 10% du montant T.T.C des prestations à exécuter dans les douze premiers mois, dès lors que le montant initial du marché, de la tranche affermie le cas échéant, ou de la période de reconduction est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le cas échéant, l'avance forfaitaire sera de 10% d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC divisé par sa durée exprimée en mois dès lors que le délai d'exécution du marché est supérieur ou égal à douze mois.

Le remboursement de l'avance forfaitaire sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, lorsque le montant des prestations effectuées au titre du présent marché atteint ou dépasse 65 % du montant du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

## **19 RETENUE DE GARANTIE**

Sans objet.

## **22 PAIEMENT - ÉTABLISSEMENT DES FACTURES**

### **22.1 Présentation des factures**

Les factures seront libellées à l'attention de :

**UNIVERSITE JEAN MONNET – Service Achats & Marchés Publics**  
**10, rue Tréfilerie – CS 82301 – 42023 Saint-Etienne cedex 2**

Chaque facture, porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom et adresse du créancier,
- numéro SIRET,
- n° de facture
- date de facturation
- date à laquelle est effectuée ou achevée la livraison des biens ou la prestation de service (si différente de la date de facturation)
- numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- numéro du marché,
- numéro du bon de commande,
- fourniture livrée exactement définie (quantité, dénomination précise, prix unitaire HT)
- montant hors T.V.A. de la fourniture livrée,
- taux et montant de la T.V.A. (\*),
- montant total T.V.A. incluse (\*),

*(\*) Pour les fournisseurs étrangers membres de l'Union Européenne, les factures seront libellées HT avec mention du numéro de TVA intracommunautaire.*

Concernant la facturation électronique, l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique instaure une obligation de dématérialisation des factures reçues et émises par l'ensemble de la sphère publique.

En vertu de l'articles L2192-1 du Code de la Commande publique, le titulaire ainsi que les sous-traitants transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Il ne peut être facturé que les prestations effectuées.

L'absence d'une mention obligatoire prévue par l'article D2192-2 du Code de la commande publique et plus particulièrement la référence du marché et le numéro de bon de commande entraîne le renvoi de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie au titulaire.

### **22.2 Paiement**

Pour la montée de version de l'instance de production et la création de l'instance de préproduction :

Le paiement se fera à l'admission de chaque prestation.

Pour les prestations de maintenance :

Le paiement des prestations se fera annuellement à terme à échoir. L'Université Jean Monnet se réserve le droit, sur demande du titulaire, de passer à un paiement semestriel.



Le mode de règlement est le virement administratif.

En cas de groupement solidaire, le paiement sera effectué sur un compte unique géré par le mandataire du groupement ou, au compte de chaque cotraitant à condition que la répartition des sommes ait été adressée au pouvoir adjudicateur en annexe à l'acte d'engagement.

### **22.3 Délai de paiement**

Le délai de paiement est de 30 jours soit de la date de réception la facture, soit de la date d'exécution des prestations, soit de la date du constat de la conformité de la prestation selon les modalités des articles R2192-10 à R2192-37 du Code de la commande publique.

Le cas échéant, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ seront versés aux titulaires dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les articles R2192-10 à R2192-37 du Code de la commande publique ayant pour objectif d'améliorer la qualité des rapports avec les titulaires de marchés publics par la maîtrise des délais de règlement, l'université décrit ci-après ces modalités d'ordonnancement et de contrôle comptable.

L'ordonnancement est effectué par le service acheteur.

L'ordonnateur veille à la qualité des dossiers d'ordonnancement, notamment à la présence de toutes les pièces justificatives nécessaires au comptable. Il s'engage, sauf suspension du délai de paiement notifié au titulaire, à transmettre les dossiers dans les 20 jours.

Le comptable public désigné art. 1.2, s'engage à effectuer ses contrôles et procéder au paiement dans le délai restant afin de respecter le délai global de paiement.

### **22.4 Cession ou nantissement de créance**

Conformément aux articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire, à sa demande, un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie. Ce certificat sera remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire des paiements désigné art. 1.2.

Ce document original sera demandé par le pouvoir adjudicateur pour toute modification liée à une déclaration de sous-traitance aux fins de mise à jour.

## **23 UNITE MONETAIRE**

Le présent marché est conclu en euros.

## **24 RESILIATION**

Les dispositions du chapitre 8 du cahier des clauses administratives générales relatives aux modalités de résiliation sont applicables à l'exclusion de l'article 49.2 du CCAG/TIC (ordre de service tardif).

La résiliation aux torts du titulaire peut être prononcée lorsque ce dernier a contrevenu aux dispositions contractuelles du présent marché.

Au cas où une action judiciaire serait engagée, sera seul compétent le Tribunal dans le ressort duquel est située l'Université Jean Monnet.

Dans les hypothèses énumérées à l'article 48 du CCAG/TIC, le titulaire devra notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur tous documents portant modification ainsi que la

justification de son enregistrement légal. A défaut, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché en application du CCAG/TIC.

## **25 DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS DE MARCHÉ**

Dans un objectif de lutte contre le travail dissimulé et de respect du code de la commande publique, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Jean Monnet, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de répondre à cette obligation, le titulaire s'expose à une résiliation à ses torts du marché en cours.

Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer de faire parvenir dans les mêmes conditions de régularités :

<i>Pour le titulaire français</i>	<i>Pour le titulaire étranger</i>
L'attestation d'assurance pour la période concernée	
Une attestation de fourniture des déclarations fiscales et d'acquiescement des impôts, taxes, contributions au 31 décembre de l'année précédant la mise en concurrence fournie par l'organisme compétent	
<p>Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D8222-5 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail (à fournir tous les six mois):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale</li> <li>✓ la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2. Cette liste (à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat), établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : <ul style="list-style-type: none"> <li>- sa date d'embauche,</li> <li>- sa nationalité,</li> <li>- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail</li> </ul> </li> </ul>	<p>Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D8222-5 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail (à fournir tous les six mois):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales</li> <li>✓ en cas de détachement de salariés étrangers sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, dans les conditions définies à l'article L. 1262-1, une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comprenant les indications prévues à l'article D. 8254-2. Cette liste (à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat), établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : <ul style="list-style-type: none"> <li>- sa date d'embauche,</li> <li>- sa nationalité,</li> <li>- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail</li> </ul> </li> </ul>

## 26 DEROGATIONS

<b>Article(s) du CCAP dérogeant</b>	<b>A l' (aux) article(s) du CCAG - TIC</b>
1.1	4.1 (documents contractuels)
5	3.7 et 3.8 (exécution du marché)
6	30 à 34 (opérations de vérifications)
12	14 (pénalités)
24	49.2 (résiliation)